

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 20 septembre 2026

Mon état de santé s'améliore de jour en jour.

Il y a 15 jours encore, tous les soirs j'entrais en crise au moment de me coucher, vers minuit ou beaucoup plus tard, à quoi bon se coucher quand on sait ce qui nous attend ! Un cauchemar chaque soir, je ne me couchais pas avant 3h ou 5 heures du matin. Je regardais un ou deux films, et j'attendais de tomber de fatigue sur le lit, il est situé à quelques pas de ma table de travail. J'ai vécu ainsi pendant des mois, ce calvaire a duré pendant plus d'un an et demi.

Puis, il y a de cela une semaine, la crise s'est décalée le matin. Car depuis quelques jours la crise du soir s'était estompée et je pouvais m'endormir rapidement, en moins de 15 minutes, avec un réveil chaque heure ou 2 heures malgré tout, mais c'était déjà une amélioration. Tous les matins au réveil ou plutôt, quand je me lève, entre 11 heures et midi, je déambule au radar, je tiens à peine debout, je me sens très fatigué, alors que j'ai passé 11 heures au lit, mais je n'ai dormi que 6 ou 7 heures, et pas d'un sommeil très profond, sauf le matin, je n'ai qu'une envie, retourner me coucher, mais ce n'est pas une vie. J'ai vécu ainsi pendant une semaine environ.

Tous les matins j'ai dû faire des efforts surhumains et des exercices respiratoires pour me secouer et me sentir un peu mieux, j'étais très faible, une loque humaine. Le moindre effort physique était une torture, alors j'ai mobilisé toutes mes forces, je me suis fait violence pour ne pas me laisser aller, et c'est payant.

Depuis deux jours, j'ai réussi à me lever plus tôt, entre 8h30 et 9 heures, j'ai cassé la mauvaise habitude de me lever très tard, et vers 10 heures je suis à peu près en forme, et la fatigue ne me rattrape pas les heures suivantes.

Je profite aussi de la baisse de la température, quoique avant-hier il a encore fait 37°C à midi à l'abri, 33°C hier, et il a plu plusieurs nuits de suite, 28°C, c'est presque frais ici ! L'humidité n'arrange rien, mais apparemment je supporte.

Le fait que la crise ne soit plus permanente ou ait cessé de durer toute la journée, qu'elle se soit déplacée du soir au matin, puis qu'elle s'atténue nettement est encourageant, surtout que je n'ai rien changé à mon mode de vie. Je me couche toujours aussi tard, ce qui n'est pas très sérieux à mon âge, mais si je mourrais d'épuisement dans mon lit pendant mon sommeil, je serais le plus heureux des hommes, je suis prêt, sans délai, je m'en moque complètement.

Cela fait à peine 3 mois et demi que j'ai arrêté de fumer, je crois que dans quelques mois mes poumons auront bien récupéré, l'air de la campagne et une bonne alimentation, pas d'alcool et un moral d'enfer aidant, il n'y a pas de raison, c'est dialectique, bordel ! J'ai foi dans les masses, dans le socialisme, c'est très raisonnable ! Je plains sincèrement ceux qui ne croient plus en rien.

Laissons faire le destin, pour le moment, je ne suis pas le dernier à plaindre. J'estime avoir vaincu une partie non négligeable de mon ignorance, mon pire ennemi avec le capitalisme, c'est donc avec sérénité que j'attends la mort, quant à celle du capitalisme, les générations suivantes finiront le boulot...

La financiarisation de l'économie : fin et chute du capitalisme.

C'est la dernière étape du développement du capitalisme, elle coïncide avec son déclin inexorable. C'est sa phase parasitaire qui va le gangrener ou le pourrir de haut en bas, une fois rendu à l'état de putréfaction nauséabonde, extraire le mal à la racine finira par s'imposer comme le seul remède à même d'émanciper l'humanité de l'esclavage et de la barbarie. Vive le socialisme !

Pourquoi la finance doit servir l'économie réelle : l'avertissement de la Chine après 500 ans d'industrialisation - La Chine au-delà du mur 17 septembre 2026

L'ascension d'une nation commence dans les usines, mais peut s'achever à Wall Street. Au cours des 500 dernières années, quatre grandes puissances ont suivi une trajectoire similaire. La Chine peut-elle éviter cet avertissement ?

Une « *loi cyclique* » de l'histoire

Au cours des cinq derniers siècles d'industrialisation, les puissances occidentales qui se sont successivement hissées au rang de puissances mondiales semblent avoir suivi un « cycle » historique apparemment inévitable : de la prospérité commerciale à la prospérité industrielle, puis à l'expansion financière, au démantèlement de la finance par rapport à l'économie réelle, au déclin de l'industrie manufacturière et, finalement, au déclin national. Venise, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et les États-Unis – les quatre économies qui ont successivement dominé le monde – ont suivi des trajectoires remarquablement similaires, accomplissant des cycles quasi identiques d'ascension et de déclin.

La prospérité commerciale stimule la demande en matière de transport, de métallurgie, de construction navale et d'autres moyens de production. Le capital primitif accumulé grâce au commerce jette alors les bases de l'émergence de l'industrie manufacturière. L'expansion continue du commerce et de l'industrie engendre une demande de crédit et de mécanismes de paiement à distance, donnant naissance au secteur financier. À ce stade, le commerce, l'industrie manufacturière et la finance entretiennent une relation de renforcement mutuel.

Cependant, dès lors que la finance acquiert une puissance suffisante, elle se détache du commerce et de l'industrie et se développe indépendamment, engendrant des monopoles et des oligarchies financières. Ce faisant, elle évince le secteur manufacturier, appauvrit l'économie productive et contribue finalement au déclin national.

Pour comprendre le mécanisme sous-jacent à ce cycle, il faut d'abord saisir les origines de la finance et la logique de sa transformation. La finance a débuté avec la forme la plus élémentaire d'activité économique : le prêt. Le capital industriel recherche le profit par la production, tandis que le capital financier génère des rendements grâce aux intérêts, servant de levier au développement industriel et constituant le moteur de l'économie réelle. Or, la tendance intrinsèque du capital à maximiser le profit conduit inévitablement la finance à se déformer.

Karl Marx a résumé avec précision ce processus d'évolution. Il débute par la simple circulation des marchandises (marchandise–monnaie–marchandise), où la monnaie sert uniquement d'intermédiaire des échanges. Il évolue ensuite vers la circulation du capital industriel (monnaie–marchandise–monnaie supplémentaire), où le capital se développe par la production. Enfin, il se transforme en capital productif d'intérêts (monnaie–monnaie supplémentaire), court-circuitant complètement la production et les marchandises pour atteindre l'illusion ultime de « *l'argent qui fait de l'argent* ».

Cela représente la forme de capital la plus abstraite, trompeuse et potentiellement prédatrice.

Conformément à ce cadre théorique, la finance dans le monde réel a également subi un processus graduel de « *dématérialisation* » : du crédit (où la finance fournit un effet de levier à l'industrie), à l'investissement et à la titrisation (où les capitaux recherchent la hausse des actifs), et enfin à un système autoréférentiel où tout peut être titrisé. Les actifs financiers sont sans cesse conditionnés, divisés et reconditionnés jusqu'à ce que plus personne ne puisse identifier clairement les actifs sous-jacents. La crise des subprimes de 2008 en a été la manifestation extrême.

L'essence de la finance réside dans la valeur temporelle de l'argent. Mais lorsque cette logique est poussée à l'extrême, le profit devient le seul objectif, et la question de la production physique de biens ou de services perd toute importance – après tout, l'argent peut toujours servir à acheter des biens. Pourtant, si un jour l'argent lui-même ne permet plus d'acheter des biens, tout le système s'effondre. La finance repose sur la monnaie, et l'essence même de la monnaie est sa capacité à fonctionner comme un équivalent universel permettant d'acquérir des biens. Une monnaie incapable d'acheter quoi que ce soit n'est qu'une illusion imprimée sur du papier.

Historiquement, lorsque la prospérité industrielle atteint son apogée, la spéculation financière se déchaîne souvent sans contrôle. Les bulles financières font grimper les prix des biens, des terrains et du travail, offrant ainsi aux autres pays la possibilité de saper le tissu industriel national. Plus grave encore, en l'absence d'une réglementation nationale efficace, le capital financier peut se dissocier du commerce et de l'industrie, devenant une force économique et politique indépendante dotée d'un pouvoir monopolistique.

Il en résulte en fin de compte le principe de « privatisation des gains et socialisation des pertes » : les crises financières sont financées par le public, tandis que les oligarques financiers utilisent les fonds de sauvetage pour préserver et accroître leur propre richesse.

Pour lire la suite :

<https://chinabeyondthewall.org/why-finance-must-serve-the-real-economy-chinas-warning-from-500-years-of-industrialization/>

Chaque fois, ils avaient "été prévenue à l'avance". Les maîtres de tous les complots.

J-C – Le 11 septembre 2001, les Etats-Unis sont devenus officiellement un Etat oligarchique totalitaire, voyou, mafieux, terroriste.

Rappel : "*En politique, rien n'arrive par hasard. Chaque fois qu'un événement survient, on peut être certain qu'il avait été prévu pour se dérouler ainsi.*" Président Franklin Delano Roosevelt

25 ans après le 11 septembre, des documents révèlent que la CIA avait été prévenue à l'avance – Des questions subsistent alors que la « guerre contre le terrorisme » est remise en cause par Uriel Araujo - Mondialisation.ca 15 septembre 2026

Vingt-cinq ans après les attentats du 11 septembre, l'administration Trump a rendu publics des dossiers de la CIA jusqu'alors classés secrets.

Le directeur de l'Agence, John Ratcliffe, a qualifié cette publication de « *plus importante divulgation jamais réalisée d'analyses de la CIA liées au 11 septembre* ». Ces documents révèlent notamment des « *avertissements clairs* » concernant les attentats à venir.

Parallèlement, la ville de New York, sous l'administration Mamdani, a rendu publics ses propres archives municipales.

Ces documents confirment que la CIA avait été largement prévenue à l'avance de certains détails opérationnels, corroborant en partie les spéculations persistantes sur une « *connaissance préalable* » – une notion longtemps dénoncée comme une « *théorie du complot* ». Pourtant, de nombreuses questions restent sans réponse – notamment concernant d'éventuels liens avec l'Arabie saoudite, qui restent soigneusement dissimulés, compte tenu des liens étroits entre les élites américaines et le pétrole saoudien. Donald Trump a promis de rendre publics d'autres documents.

La divulgation sélective, comme je l'ai toujours appelée, est à l'ordre du jour. L'administration Trump a utilisé à maintes reprises la divulgation contrôlée de dossiers sensibles – sur JFK, Epstein, voire les soi-disant « ovnis », le Covid, etc. – comme un instrument politique dans sa lutte contre certaines franges de la bureaucratie permanente (« *l'État profond* »). L'objectif n'est jamais la transparence pure, mais l'influence : susciter l'indignation publique, discréditer les prédécesseurs et les institutions, et les remodeler, renforçant ainsi l'autorité personnelle de la présidence elle-même.

Quoi qu'il en soit, cette occasion invite à réfléchir à la manière dont les États-Unis et le monde ont changé depuis le 11 septembre 2001.

L'héritage le plus profond du 11 septembre réside dans ce qu'on appelle la « *guerre contre le terrorisme* ». Déclarer la guerre à un nom abstrait est bien sûr impossible : ce qui s'est réellement déroulé, c'est une campagne soutenue contre des groupes islamistes militants de tendance salafiste-djihadiste – concept qui s'est ensuite élargi pour devenir un terme fourre-tout permettant de désigner presque n'importe quel adversaire comme ennemi de l'humanité –, d'une manière qui va même au-delà de la notion d'ennemi existentiel telle que la concevait Carl Schmitt.

La conséquence logique d'un tel raisonnement sur le plan intérieur a été la concentration constante du pouvoir entre les mains de l'exécutif. Ce processus n'a pas vraiment commencé en 2001 : depuis au moins l'époque du Vietnam, les présidents américains (en exploitant des textes législatifs suffisamment vagues comme la Résolution sur les pouvoirs de guerre) ont agi comme des dictateurs de facto temporaires en matière de politique étrangère – lançant des actions militaires sans déclaration de guerre officielle du Congrès.

La loi antiterroriste « *The anti-terrorism Patriot Act* » a toutefois accéléré cette transformation. Associée à d'autres mesures exécutives, elle a normalisé la détention illimitée, la torture, les réseaux d'assassinats, la surveillance sans mandat et une culture juridique de mesures extraordinaires qui n'a jamais été remise en cause.

Guantanamo et le réseau de sites secrets de la CIA restent des monuments durables de ce tournant, qui a sans doute fait des États-Unis une démocratie de nom seulement.

Trump tire aujourd'hui toutes les conséquences de cette trajectoire, en étendant encore davantage les pouvoirs dictatoriaux à la sphère intérieure. Voilà ce qu'a accompli la « *guerre contre le terrorisme* ».

Les résultats militaires ont toutefois été bien moins triomphants, que ce soit en Irak ou en Afghanistan. Dans ce dernier pays, les États-Unis ont été contraints de se retirer après deux décennies, laissant les talibans aux commandes.

En Syrie, cette même administration traite désormais, ironiquement, avec le président Ahmed al-Sharaa (anciennement Abu Mohammed al-Julani), un vétéran des réseaux terroristes de l'État islamique et d'Al-Qaïda, qui, jusqu'à récemment, était considéré comme un terroriste par les États-Unis et dont la tête était mise à prix pour 10 millions de dollars.

Le magazine Foreign Affairs a récemment publié un article intitulé « *Comment Al-Qaïda a pris fin* » (par Audrey Kurth Cronin) célébrant la défaite de Daech – tout en omettant de mentionner les rôles décisifs joués par d'autres acteurs régionaux, tels que l'Iran, le Hezbollah et la Russie.

Les États-Unis ont en effet longtemps été l'un des principaux soutiens des forces mêmes qu'ils prétendent combattre. C'est un fait bien connu que Ben Laden et les talibans eux-mêmes sont issus de l'écosystème islamiste que Washington a contribué à construire pendant le djihad antisoviétique des années 1980, en acheminant des fonds et des armes par l'intermédiaire de l'ISI pakistanais.

Les interventions ultérieures en Syrie et en Libye ont suivi le même schéma : des armes et des formations ont été fournies à des milices radicales qui, par la suite, se sont rebaptisées ou ont fusionné pour former des groupes terroristes plus importants.

La politique américaine n'a cessé d'engendrer les menaces qu'elle prétend ensuite éradiquer : sur le plan intérieur, ce même appareil a créé sa propre « *usine à terreur* ». Des études sur les poursuites judiciaires menées après le 11 septembre montrent que les informateurs fédéraux et les opérations d'infiltration ont été à l'origine de près de la moitié des condamnations pour terrorisme, allant parfois jusqu'à inventer de complots qui n'auraient peut-être jamais vu le jour autrement.

Le véritable héritage de l'ère post-11 septembre est donc double : la volonté persistante de soutenir, directement ou indirectement, les réseaux djihadistes fondamentalistes lorsque cela s'avère utile sur le plan géopolitique, et la mise en place d'une architecture « *antiterroriste* » qui n'a cessé de conférer à la présidence américaine des pouvoirs dignes d'une dictature. Vingt-cinq ans plus tard, ces pouvoirs sont exercés plus ouvertement que jamais.

L'Inde ou le marché aux esclaves.

Modi promeut l'Inde comme futur hub mondial de la fabrication de puces - AFP 17 septembre 2026

Le Premier ministre indien Narendra Modi a officiellement lancé jeudi deux nouvelles chaînes de fabrication de semi-conducteurs, nouvelle étape d'un plan ambitieux qui vise à faire de son pays l'un des principaux fabricants de la planète.

En juillet, son gouvernement avait annoncé un programme d'aide de 13 milliards de dollars destiné à favoriser la production locale de ces puces, essentielles au développement de l'intelligence artificielle (IA).

"Les puces fabriquées en Inde sont livrées aux clients en Inde et dans l'ensemble de la planète", s'est réjoui M. Modi en ouvrant la conférence "Semicon 2.0" qui réunit les grands acteurs du secteur à New Delhi.

Le chef du gouvernement indien a reçu dès mercredi soir les dirigeants des entreprises indiennes Tata Electronics et CG Power, ainsi que de leurs concurrents ASML, Micron, Applied Materials, Intel ou Foxconn.

New Delhi a investi l'an dernier 18 milliards de dollars (15,6 milliards d'euros) dans dix projets liés aux semi-conducteurs, dont l'ouverture de deux usines dernier-cri à Noida, dans la banlieue de la capitale, et à Bangalore (sud).

Le marché indien de la fabrication des puces a connu une croissance exponentielle.

Sa valeur est passée de l'équivalent de 38 milliards de dollars en 2023 à 45 à 50 milliards lors de l'année fiscale 2024-2025. Et les investisseurs espèrent lui voir passer la barre des 100 milliards d'ici 2030. AFP 17 septembre 2026

J-C - Le budget de la santé de l'Inde représente 1,9 % de son PIB, la Chine 3%, le Brésil 9,7 %.

L'Inde consacre 2,3 % de son PIB à l'armée, ce qui représente plus de 13 % de la totalité du budget annuel de l'État, la Chine 1,7 %, le Brésil 1,1 %.

En Chine, grâce au système des assurances collectives, un citoyen qui tombe malade verra la majeure partie de ses soins pris en charge, limitant son reste à charge à environ un quart de la facture. En Inde, l'absence de ce filet de sécurité social intermédiaire fait que la moindre hospitalisation peut ruiner une famille moyenne. (Source : IA et différents médias)

Près de 5,5 crore, selon les estimations, sont poussés à la pauvreté en raison de frais médicaux catastrophiques. (indiatoday.in 30 janvier 2026)

J-C - 5,5 crore = 55,5 millions de personnes, mais en réalité 55,5 millions de familles, chaque famille comportant au minimum 4 ou 5 personnes, cela représente entre 230 millions et 300 millions d'Indiens réduits à la misère à cause de dépenses de santé prohibitif. Et plus la population va vieillir, plus ils seront nombreux...

Etre malade ou avoir un accident en Inde, c'est être maudit littéralement, cela peut rapidement tourner à la catastrophe. Un mois d'hospitalisation avec les soins coûte au bas mot 350 000 roupies, soit environ trois ans de salaire minimum. Tous les Indiens ou presque sont endettés, le taux d'intérêt des crédits est actuellement de 16% par an. Du coup les Indiens ne se soignent pas ou ils attendent d'être très malades pour consulter un médecin.

Ici la médecine est un véritable business. La journée, le médecin travaille dans un hôpital ou une clinique, et de 19h à 21 ou 22h il reçoit des clients (patients) dans son cabinet privé généralement situé dans son habitation à proximité. Et pour gagner sur tous les tableaux, ils ont attaché leur propre pharmacie, qui fournira à leurs patients les médicaments qu'ils leur auront prescrits. Bref, c'est une affaire très rentable pour les toubibs, et une ruine pour les malheureux Indiens.

Ma compagne continue de masser gratuitement des gens de notre village de tout âge, ainsi que des membres de sa famille, et régulièrement je leur fournis des conseils et quelques médicaments. J'ai dépensé 25 000 en frais médicaux pour une sœur de ma compagne trop pauvre pour pouvoir se faire soigner, depuis elle remarche normalement et le moral est revenu. Lors de l'épisode Covid-19, à titre préventif, j'ai fourni les médicaments adéquats à toute la famille (Ivermectine, Azithromycine, vit. D et zinc), et personne n'a été malade, mon beau-fils et un de mes beaux-frères qui l'avaient chopé s'en sont remis en 48h, et ils ont pu retourner travailler. Personne ne s'est fait injecté leur saloperie de substance génique expérimentale (ARN m). Nous n'avons jamais fait payer quelqu'un.

France. En régime totalitaire, les budgets sociaux sont sacrifiés

54 milliards d'économies, retraités, fonctionnaires, allocations... Ce qu'il faut retenir des annonces de Lecornu sur le budget - Paris Match 17 septembre 2026

Sébastien Lecornu propose un « *effort budgétaire* » dans la prochaine loi de finances pour 2027 « *d'environ 54 milliards d'euros* » et prévient que, sans mesures d'économies, le déficit en 2027 « *dépasserait les 6,5 %* » du produit intérieur brut, dans un entretien au *Figaro*.

Refusant de qualifier son projet de « *budget d'austérité* » et affirmant que la France en serait « *très loin* », le Premier ministre a pointé du doigt plusieurs facteurs : le vieillissement de la population, la hausse des dépenses de fonctionnement des collectivités locales et l'alourdissement de la charge de la dette. Selon lui, cette dernière nécessitera à elle seule de trouver 10 milliards d'euros supplémentaires en 2027.

« *Pour l'État, le budget 2027 sera le plus rigoureux depuis très longtemps, le plus rigoureux jamais présenté la veille d'une élection présidentielle* », a affirmé le chef du gouvernement, évoquant un budget « *gelé* » — c'est-à-dire sans hausse —, exception faite « *de la charge de la dette et celle du budget des Armées* »... ainsi que des ministères « *de la Justice, de l'Intérieur, de la Recherche et de l'Écologie* », a égrainé Lecornu.

Le ministère des Armées, dont le rehaussement du budget est cher à Emmanuel Macron, « *augmentera comme prévu de 6,4 milliards l'an prochain* ».

Parmi les mesures, le Premier ministre a proposé de geler le point d'indice des fonctionnaires dans son budget pour 2027, espérant récolter 2 milliards d'euros tout en préservant le pouvoir d'achat des bas salaires. « *Nous ouvrirons des discussions avec les syndicats pour éviter que les fonctionnaires ayant les salaires les plus bas ne soient exposés à l'inflation* », a expliqué le chef du gouvernement, alors qu'une intersyndicale de la fonction publique a appelé à une journée de mobilisation le 29 septembre.

Effort pour les retraités

L'effort demandé aux retraités restera « *inférieur à six milliards d'euros* », et ses modalités - désindexation par rapport à l'inflation ou suppression d'un abattement - seront décidées au Parlement, a affirmé jeudi Sébastien Lecornu, promettant qu'ils ne porteraient pas seuls cet effort. « *Aucune pension ne diminuera. Ensuite, le débat sur le rythme d'augmentation sera tranché au Parlement* », a dit le Premier ministre, tout en indiquant envisager un gel des retraites les plus importantes.

Autre terrain de coupe des dépenses de l'État : environ 2 milliards d'euros d'économies sur les arrêts maladie et la poursuite de la « réforme » des ruptures conventionnelles.

Il a également proposé d'instaurer un délai de « carence » pour le versement de certaines allocations non contributives aux étrangers. « *Nous allons (...) présenter une mesure d'alignement de droits, notamment pour les étrangers, sur ce qu'on appelle les allocations sociales non contributives, c'est-à-dire les allocations qui ne dépendent pas du travail* », détaille le Premier ministre dans *Le Figaro*. « *Quand un étranger arrive en France, de manière légale, il n'a aucun délai de carence pour se faire ouvrir ses droits, là où un Français de l'étranger a, lui, un délai de carence... Certains considéreront peut-être que c'est une mesure symbolique, les autres, de l'autre côté, crieront sans doute à la mesure droitière, mais c'est une mesure de bon sens* », soutient-il.

Le futur retraité : l'ennemi à abattre ou le gogo qui ne doit pas faire long feu !

Nombre d'années à la retraite: Combien de temps les Européens touchent-ils leur pension ? - Euronews 18 septembre 2026

En 2024, l'âge légal de départ à la retraite dans l'Union européenne (UE) est de 64,7 ans pour les hommes et de 64 ans pour les femmes, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

À partir du moment où les personnes atteignent l'âge de la retraite, elles deviennent éligibles à une pension de retraite.

Dans l'UE, les hommes devraient vivre en moyenne encore 18,4 ans après leur départ à la retraite, contre 21,8 ans pour les femmes. Ces chiffres reposent sur l'espérance de vie à leurs âges de départ à la retraite, selon des données Eurostat et OCDE de 2024.

Les retraités masculins en France devraient passer plus de 20 ans à la retraite (20,7 ans).

En 2024, la Turquie fait figure d'exception parmi les 32 pays européens, avec un âge actuel de départ à la retraite de 52 ans pour les hommes et de 49 ans pour les femmes. Alors que les hommes peuvent partir à la retraite à 52 ans, leur âge moyen de sortie est de 60,8 ans. Pour les femmes, ces âges sont de 49 et 60,5 ans.

J-C – J'ai 71 ans et j'ai pris ma retraite à environ 40 ans au lieu de 62 (en 2017), date depuis laquelle je suis officiellement à la retraite, mais pour avoir une retraite complète, si j'étais rentré en France, j'aurais dû reprendre le travail jusqu'à 85 ans minimum pour toucher une retraite misérable en France, avec moins de 400 euros par mois en 2026 en vivant en Inde, je vis 10 fois mieux, adieu la France !

J'aurais été à la retraite pendant plus de 45 ans si je décédais à 85 ans, finalement, je m'en serai très bien sorti. En France, j'aurais fini clochard et je n'aurais pas vécu aussi longtemps, donc pour une fois, j'ai pris la bonne décision en me cassant en 1990, puis en 1996, surtout compte tenu de la tournure de la situation politique en France, avant de finir sous un pont, je serais sans doute passer par la case prison, à moins que j'y fusse condamné à perpétuité ! C'est peut-être la seule ou l'une des seules décisions que j'ai prises au cours de ma vie qui n'ait pas mal tourné, où je n'ai pas fait une connerie ! J'y ai été conduit pratiquement malgré moi, je dois le reconnaître pour être totalement honnête.

France.

Ceci...

- Le budget total du ministère de la Défense (1) pour l'année 2026 s'élève à 68,3 milliards d'euros.
- Les entreprises du CAC 40 ont versé près de 61 milliards d'euros de dividendes au cours du deuxième trimestre 2026.
- La charge (ou service) de la dette de la France est estimée à environ 65 milliards d'euros pour l'année 2026.

... explique cela :

- Le projet de gel des APL (Aides personnalisées au logement) pour l'année 2027 représenterait une économie globale estimée à environ 100 à 110 millions d'euros pour l'État.

Budget 2027 : Les APL (aides personnalisées au logement) vont être « gelées » l'an prochain, annonce le ministre Jeanbrun - 20 Minutes avec AFP 19 septembre 2026

Le ministre a repris le mantra du gouvernement des derniers jours, à savoir « *on demande un petit effort à tout le monde* ». Et cet effort sur les APL est qualifié de « *substantiel* ».

Attribuées sous condition de ressources, les APL sont destinées à financer la location d'une résidence principale et versées quasi exclusivement par la Caisse nationale d'allocations familiales (Cnaf). Elles ont atteint 17 milliards d'euros en 2020.

Le montant moyen de l'aide versée mensuellement par allocataire est de 219 euros, selon la Cour des comptes en 2025.

Note :

1- Les chiffres correspondent aux Lois de finances initiales (LFI) successives. Si l'on inclut l'ensemble des missions du ministère (Anciens combattants, Recherche) et les pensions civiles et militaires,

France. Pourquoi en font-ils la promotion ?

Flambée des carburants : 88% des Français croient au retour des « gilets jaunes » - RT 17 sept. 2026

Selon un sondage Odoxa-Backbone pour Le Figaro, 88% des Français estiment que la hausse record des prix à la pompe pourrait faire renaître un mouvement comparable à celui de 2018. Des appels à manifester le 17 octobre circulent déjà massivement sur les réseaux sociaux.

Alors que le litre de gazole atteint en moyenne 2,29 euros, un niveau inédit, une écrasante majorité de Français anticipe une possible résurgence des « *gilets jaunes* ». Près de la moitié d'entre eux

jugent même ce scénario « *certain* », un bond de 18 points par rapport à un précédent sondage d'avril.

J-C – Certains ont agité le spectre des Gilets Jaunes en croyant qu'il produirait un effet dissuasif, repoussoir, tandis que d'autres croient exactement le contraire. J'ignore quoi en penser d'ici en Inde.

Les masses sont-elles prêtes à en découdre avec le régime ? Comptent-ils instrumentaliser des éléments incontrôlés, afin de monter une provocation qui prendrait la forme d'un soulèvement avorté, juste pour justifier l'instauration de l'état d'urgence jusqu'aux élections, ou pour tout simplement les reporter à une date ultérieure, tandis que Macron resterait au pouvoir en étant investi des pleins pouvoirs, il en rêve ? Je ne pense que les éditorialistes de la presse bourgeoise auraient un penchant à se faire peur, à moins qu'ils s'agissent d'une crainte incontrôlée, non, je n'y crois pas, ils agissent sur ordre uniquement.

Palestine occupée.

Après les Pays-Bas, l'Irlande boycotte à nouveau l'Eurovision en raison de la guerre à Gaza - France 24 17 septembre 2026

Le groupe audiovisuel public irlandais RTÉ a annoncé, jeudi, que l'Irlande ne participera pas à l'édition 2027 de l'Eurovision, comme en 2026, en raison de la situation à Gaza. Le groupe a notamment mentionné les pertes humaines "*effroyables*" et la crise humanitaire qui y règne.

Iran.

Moscou et Pékin opposent leur veto à un projet de résolution anti-Iranien au Conseil de sécurité - PressTV 17 September 2026

La Russie et la Chine ont opposé leur veto à un projet de résolution américain lors d'une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies, bloquant ainsi une tentative de prolonger le mandat du groupe d'experts du Conseil chargé du dossier iranien.

Lors du vote au sein du Conseil composé de 15 membres, la Russie et la Chine ont voté contre le projet, la Somalie et le Pakistan se sont abstenus, tandis que les 11 autres membres ont voté pour.

Bien que la résolution ait recueilli les neuf voix favorables requises, elle a été rejetée en raison de l'exercice du droit de veto par la Russie et la Chine.

Arabie Saoudite.

Saudi Aramco interrompt ses livraisons de pétrole brut à l'Europe en raison des perturbations sur une voie pétrolière majeure - PressTV 18 September 2026

Citant des sources proches du dossier, Bloomberg a rapporté ce vendredi 18 septembre que le géant pétrolier public avait informé au moins deux raffineurs européens qu'ils ne recevraient aucune livraison de brut le mois prochain.

Cette décision fait suite à l'arrêt du gazoduc Est-Ouest saoudien, après qu'une attaque a endommagé plusieurs tronçons du tracé la semaine dernière.

Cet oléoduc achemine le pétrole brut des champs pétrolifères de l'est de l'Arabie saoudite jusqu'au port de Yanbu, sur la mer Rouge, offrant ainsi au royaume une voie d'exportation stratégique permettant de contourner le détroit d'Ormuz.

La production du brut du royaume a plongé à 6,24 millions de barils par jour en août, son niveau le plus bas enregistré depuis 1990, alors que la guerre d'agression contre l'Iran continue d'entraver les flux énergétiques à travers l'Asie de l'Ouest.

Cette forte baisse fait suite à un repli de la production saoudienne de près de 1,9 million de barils par jour par rapport à juillet, où elle s'élevait à 8,1 millions de barils par jour, selon le rapport de l'OPEP publié la semaine dernière. En juin, la production s'établissait à 7,1 millions de barils par jour avant de connaître un pic en juillet, suivi d'un net recul le mois suivant.

Afrique. Son réveil va bouleverser leur plan, réduire à néant leur stratégie destinée à tous nous maintenir en esclavage

L'Afrique "a compris qu'elle ne doit compter que sur elle-même", elle "se réveille" : un participant tunisien à l'Assemblée publique mondiale à Moscou - fr.sputniknews.africa 19 septembre 2026

"Il y a quelque chose de nouveau qui se forme et que tous les peuples de l'Afrique, surtout, attendent: c'est ce monde multipolaire avec les BRICS, pour faire l'équilibre dans le monde", avance Fathi Achouch, directeur général de l'Association d'amitié tuniso-russe, contacté par Sputnik Afrique.

Il s'exprime en marge de la deuxième Assemblée publique mondiale, qui se tient dans la capitale russe. Des représentants de la diplomatie publique, du monde scientifique, culturel et éducatif, des affaires, des organisations de jeunesse et des médias de plus de 150 pays y participent.

L'Afrique est la région du monde la plus riche en ressources, à tous points de vue, poursuit Fathi Achouch. Et le fait que le continent "*vit pauvrement*" n'est "*pas normal, c'est paradoxal*", martèle-t-il. fr.sputniknews.africa 19 septembre 2026

J-C - Les besoins des peuples en Afrique sont immenses, et sans commune mesure avec ce qu'ils seraient en droit d'attendre des BRICS, qui jusqu'à présent les ont laissé croupir dans le sous-développement ou n'entretiennent avec eux que des rapports mercantiles.

Ce sont les grandes puissances occidentales et celles des BRICS qui ont le plus besoin de l'Afrique et ses richesses. Quant aux Africains, ils ne leur doivent rien, ils sont en droit d'exiger l'annulation de leurs dettes et que soit évalué le montant des richesses dont ils ont été spoliés pendant un siècle de colonialisme et de pillage de leurs ressources naturelles, et qu'à hauteur de ce montant on leur

fournisse les moyens d'assurer le développement de leurs infrastructures, leur développement industriel et scientifique...

Russie.

- **Frappes de drones britanniques en Russie : Moscou se réserve le droit d'interpréter cela comme une «participation directe à la guerre»** - RT 17 sept. 2026

- **Livraisons d'armes à Kiev : la Russie accuse le Royaume-Uni d'alimenter le «terrorisme»** - RT 18 sept. 2026

Etats-Unis.

Face à la progression des Houthis, Washington approuve une énorme vente militaire à l'Arabie saoudite - HuffPost 18 septembre 2026

Le gouvernement américain a approuvé ce jeudi 17 septembre une vente de 24,3 milliards de dollars portant sur 48 avions de combat furtifs F-35 à l'Arabie saoudite, en plein conflit au Moyen-Orient.

La livraison effective de ces avions devrait s'étaler sur plusieurs années.

Chine.

La Chine rejette le projet de loi américain sur les sanctions contre la Russie - Al-Manar 17 September 2026

La Chine a réagi jeudi à l'adoption par le Congrès américain d'une importante loi de sanctions visant la Russie, insistant sur le fait que les relations commerciales bilatérales ne devraient «être perturbées» par une tierce partie.

«La Chine mène une coopération économique et commerciale avec les pays sur la base de l'égalité et de l'avantage mutuel», a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Guo Jiakun, aux journalistes à Pékin.

M. Guo a souligné que la coopération de la Chine «ne vise aucune tierce partie et ne devrait pas être perturbée sous la contrainte d'une tierce partie».

«Nous nous opposons toujours à toute juridiction extraterritoriale qui n'a aucun fondement en droit international ni aucune autorité du Conseil de sécurité des Nations unies», a-t-il souligné.

Les échanges commerciaux bilatéraux sino-russes ont progressé ces dernières années, dépassant les 240 milliards de dollars en 2024, et la majeure partie de ces échanges se fait en monnaies nationales.
